



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/418
S/18994
27 juillet 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 48, 63, 64, 68, 70 et 74
de l'ordre du jour provisoire*
CONSEQUENCES DE LA PROLONGATION DU
CONFLIT ARME ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
APPLICATION DE LA DECLARATION FAISANT DE
L'OCEAN INDIEN UNE ZONE DE PAIX
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET LE
DEVELOPPEMENT
SYSTEME GENERAL DE PAIX ET DE SECURITE
INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 23 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'interview que le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev a accordée au journal indonésien "Merdeka" (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette interview comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 48, 63, 64, 68, 70 et 74 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) A. BELONOVOV

* A/42/150.

Annexe

REPONSES DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
DE L'UNION SOVIETIQUE AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JOURNAL INDONESIEN
"MERDEKA"

Le 21 juillet 1987, M. S. Gorbatchev a reçu au Kremlin l'éditeur et rédacteur en chef du journal indonésien "Merdeka", M. B. M Diah et lui a communiqué les réponses aux questions posées par son journal.

MM. S. Gorbatchev et B. M. Diah ont eu une discussion animée, dont le contenu est reproduit ci-après.

M. S. GORBATCHEV. Je suis heureux de faire votre connaissance. J'ai beaucoup entendu parler de vous. Il me semble que vous travaillez dans le journalisme depuis plusieurs dizaines d'années?

B. M. DIAH. Je suis très heureux de vous rencontrer, Monsieur le Secrétaire général. C'est un grand honneur pour moi. Je travaille en effet dans le monde du journalisme depuis 50 ans déjà.

M. S. GORBATCHEV. Vous avez une expérience solide et l'expérience c'est un atout, si on sait la mettre à profit. Nous nous attaquons maintenant à de nouvelles tâches dans notre pays. A cette étape de notre développement, nous ne cessons de nous enrichir des fruits de l'expérience et des leçons de l'histoire.

B. M. DIAH. Nous nous intéressons de très près à vos déclarations, à l'évolution de la situation en Union soviétique.

M. S. GORBATCHEV. Je vous en remercie. Connaissez-vous les termes "perestroïka" et "glasnost" dans votre pays? Existe-t-il une traduction en indonésien?

B. M. DIAH. Nous connaissons bien ces termes; ils se passent de traduction.

M. S. GORBATCHEV. En vous communiquant mes réponses écrites, j'aimerais ajouter quelques petites précisions qui sont à mes yeux essentielles. Je suis sensible à l'intérêt que la rédaction de votre journal et vous-même manifestez à l'occasion de l'anniversaire de mon discours de Vladivostok. Les dirigeants soviétiques accordent une grande importance à cette déclaration. Nous nous étions attachés à exposer notre politique vis-à-vis d'une région immense, une région où vivent des centaines de millions de personnes. Nous espérons, ce faisant, que cette politique serait bien comprise.

A mon sens, les questions que vous nous avez posées montrent que le peuple indonésien s'intéresse à notre politique, à notre opinion sur la situation dans la région de l'Asie et du Pacifique et à la manière dont nous envisageons l'avenir de cette région dans le contexte de la politique internationale.

A ce propos, je voudrais faire les observations suivantes :

Nous avons essayé d'analyser la situation actuelle d'un point de vue strictement scientifique et réaliste. Cette analyse nous a conduits à réviser notre conception des choses, à définir une nouvelle politique, que nous avons annoncée à l'occasion du congrès de notre parti. Elle nous a permis aussi de mieux distinguer les nouvelles réalités de notre époque et, de ce fait, elle diffère sensiblement de celle que nous avons faite il y a 30 ou 40 ans.

Cette différence concerne surtout l'accumulation de stocks gigantesques d'armes nucléaires qui mettent en péril la survie de l'humanité. C'est une réalité qu'on ne peut pas ignorer. Si on l'évalue correctement, on est forcé de conclure que les problèmes politiques internationaux ne peuvent plus être résolus par des moyens militaires. Cette ligne d'action aurait des conséquences imprévisibles. Il faut donc changer la façon de voir et la politique des Etats.

Les problèmes qui se posent dans le monde exigent que tous les pays conjuguent leurs efforts. D'ailleurs, d'une manière générale, nous constatons que les progrès de la science et de la technique rapprochent de plus en plus les peuples, créent des liens toujours plus étroits entre eux. Il existe une interdépendance croissante; nous sommes de plus en plus tributaires les uns des autres.

B. M. DIAH. Je crois me rappeler que vous avez déjà exprimé la même idée dans votre discours de Vladivostok.

M. S. GORBATCHEV. Je voulais justement vous dire que notre discours de Vladivostok était centré sur la perception que nous avons du monde actuel. Si je ne l'ai pas mentionné au début de notre entretien, c'était pour établir un lien avec d'autres réflexions dont je voulais vous faire part. Je pense en l'occurrence à une autre réalité de notre monde : la présence nouvelle sur la scène internationale de dizaines d'Etats qui sont engagés sur la voie d'un développement libre et indépendant. Nous vivons dans un monde très vaste où des intérêts considérables entrent en jeu et où nombre de problèmes complexes restent à résoudre.

B. M. DIAH. Je suis heureux de recueillir directement votre opinion sur les questions que vous avez évoquées au cours de votre visite officielle en Inde, au Colloque "Pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité", tenu à Moscou, ainsi que dans votre discours de Vladivostok.

M. S. GORBATCHEV. Je pense qu'il faut parler de ces questions jusqu'à ce que les hommes politiques prennent vraiment conscience de leur importance et que, de surcroît, les Etats en tiennent concrètement compte dans leur politique. Le fait est qu'à l'heure actuelle, on ne peut pas développer les relations internationales sans tenir compte des intérêts de tous les Etats. Il faut trouver un juste équilibre qui permettra seul de mener une politique raisonnable. Voilà ce que j'ai voulu dire dans mon discours de Vladivostok.

B. M. DIAH. Il me semble que ce discours contenait un autre enseignement pour la communauté internationale. Vous avez souligné que l'Union soviétique n'était pas capable de résoudre tous ces problèmes à elle seule. Les autres pays d'Asie ont un rôle essentiel à jouer, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie et plusieurs autres, observation qui me paraît très juste et très pertinente.

M. S. GORBATCHEV. Vous avez bien analysé ma déclaration. Notre objectif est simple : nous voulons unir nos efforts à ceux de tous les Etats de la région de l'Asie et du Pacifique pour établir de nouveaux rapports internationaux, qui soient conformes aux réalités du monde actuel.

Je remarque qu'en énumérant les Etats de la région, vous n'avez pas mentionné les Etats-Unis. Pourtant, nous espérons qu'ils accepteront de collaborer, même si on les entend fréquemment proclamer que les actions de l'URSS représentent une menace pour les Etats de la région. Quelle absurdité! Nous invitons tous les Etats - comme nous l'avons dit à Vladivostok - à coopérer dans la région de l'Asie et du Pacifique pour promouvoir la paix et la compréhension mutuelle.

Dans mes réponses à vos questions, je me suis efforcé de dissiper tous les soupçons concernant la politique de l'Union soviétique à cet égard. Nous souhaitons établir une collaboration avec les Etats de la région et, pour démontrer la validité de ces propos et de nos déclarations politiques, j'ai inclus dans mes réponses de nouvelles propositions concrètes. Une mesure particulièrement importante est l'élimination de tous nos missiles de portée intermédiaire dans la partie asiatique de l'URSS. Bien entendu, à condition que les Etats-Unis acceptent l'option du "zéro global".

J'ai l'impression qu'au lieu de me limiter à quelques brèves remarques comme j'en avais l'intention, je suis en train de vous accorder une deuxième interview.

B. M. DIAH. Nous sommes réellement heureux de cet entretien, Monsieur le Secrétaire général. Pour moi personnellement, il est la consécration de mes 50 années de journalisme.

M. S. GORBATCHEV. Je vous remercie. Je suis heureux de participer à cette consécration.

B. M. DIAH. Il y a encore une question que j'aimerais vous poser. Compte tenu des idées que vous avez exprimées à Vladivostok, envisagez-vous de vous rendre en Indonésie à un moment ou à un autre?

M. S. GORBATCHEV. Nous avons des relations de longue date avec l'Indonésie. Des traditions se sont formées. Il y a eu bien sûr des hauts et des bas, mais nous attachons du prix à ces relations. Nous espérons que les progrès enregistrés récemment dans nos relations s'amplifieront. Dans cette perspective, il faudra développer les contacts, notamment - cela va de soi - au niveau politique. Cela sera non seulement possible mais probablement indispensable. Pour le moment, nous attendons la visite du Président de l'Indonésie.

B. M. DIAH. Je vous remercie sincèrement d'avoir accepté de participer à cet entretien et de répondre à mes questions.

M. S. GORBATCHEV. Je vous remercie de votre collaboration. J'espère que votre séjour dans notre pays sera fructueux et intéressant. A bientôt!

QUESTION : Nous approchons de l'anniversaire de votre discours de Vladivostok, dans lequel vous avez formulé des propositions de grande envergure concernant le renforcement de la paix et de la sécurité dans la région de l'Asie et du

Pacifique. Depuis lors, bien des événements se sont produits dans cette vaste région. Voyez-vous des tendances positives dans l'évolution de ces événements?

REPONSE : Je peux vous répondre "oui" tout de suite.

L'année écoulée et les principaux événements qui l'ont marquée, notamment nos entretiens avec le Premier Ministre indien, M. Rajiv Gandhi, ont fortifié notre conviction qu'il est fondé et opportun de soulever la question de la sécurité dans la région de l'Asie et du Pacifique. Nous avons également vu se justifier la démarche que nous prônons pour la recherche de solutions, une démarche qui permette une discussion démocratique de toutes les idées et de toutes les propositions.

Que voyons-nous à l'issue de cette année? Dans toute la complexité et la diversité de l'ensemble, parmi toutes les nuances du clair et de l'obscur que présente la région de l'Asie et du Pacifique, se détache une ligne antinucléaire.

En voici quelques signes : le Forum du Pacifique sud a élaboré l'Accord de Rarotonga. L'Indonésie milite en faveur d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont résolument opposées aux essais nucléaires français dans l'océan Pacifique, et sont soutenues en cela par l'opinion publique mondiale. De plus en plus, on exige que la péninsule coréenne soit dénucléarisée.

Dans de nombreux pays, des communautés et des villes se déclarent zone exempte d'armes nucléaires. Parfois, ce sont des Etats entiers qui ont adopté cette position. Les Philippines et quelques autres pays ont inclus des dispositions antinucléaires dans leur loi fondamentale. La République populaire de Chine prend une position de plus en plus active sur les problèmes de désarmement.

Dans le contexte des négociations entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique, les pays d'Asie ont manifesté le désir de voir les missiles de portée intermédiaire totalement éliminés non seulement en Europe mais aussi en Asie. C'est sous l'angle de leur propre sécurité nationale qu'ils envisagent la question.

Les dirigeants soviétiques réagissent à ces vœux avec un grand sérieux et un sens aigu de leurs responsabilités.

Je peux vous annoncer dès maintenant que l'Union soviétique, désireuse d'accéder aux vœux des pays d'Asie et de tenir compte de leurs préoccupations, est prête à procéder au démantèlement de tous ses missiles de portée intermédiaire dans la partie asiatique du pays également, c'est-à-dire qu'elle est disposée à retirer la question du maintien des 100 ogives qui équipent les missiles de portée intermédiaire et qui font l'objet des négociations de Genève avec les Américains. A condition, bien entendu, que les Etats-Unis en fassent autant. Les missiles tactiques opérationnels seront également éliminés.

En d'autres termes, nous allons nous fonder sur une option "double zéro global".

En l'occurrence, nous ne liions pas cette initiative à la question de la présence nucléaire des Etats-Unis en Corée, aux Philippines et à Diego Garcia, mais nous aimerions espérer que cette présence ne sera pas accrue.

QUESTION : Nous savons qu'il se développe également dans la région de l'Asie et du Pacifique des tendances à caractère négatif. Que pouvez-vous dire à ce sujet?

REPONSE : J'en ai déjà parlé un peu. Les complications et les contradictions n'ont pas diminué, la tendance à l'affrontement s'accroît et les indices d'un règlement des conflits régionaux sont encore très faibles. Dans le golfe Persique, le conflit est même en train de s'aggraver.

Dans mon discours de Vladivostok, j'en ai indiqué les raisons et j'ai énuméré les faits critiques concrets qui étaient à l'origine de ce danger permanent. Aujourd'hui, je peux leur ajouter : le refus des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France de s'associer à l'Accord de Rarotonga et les "avertissements" adressés par les Etats-Unis aux Etats qui ne veulent pas accepter l'arme nucléaire sur leur territoire ou près de leurs rivages.

QUESTION : Quelles sont les mesures que vous considérez les plus opportunes et les plus réalistes pour diminuer la tension en Asie et dans le Pacifique?

REPONSE : Avant tout, il faut parler encore et toujours de l'arme nucléaire.

Il y a un an et demi, nous avons proposé un programme progressif d'élimination complète et universelle de l'arme nucléaire avant l'an 2000. Cette initiative a permis de faire avancer les idées lors du sommet soviéto-américain de Reykjavik. On a vu pour la première fois s'ouvrir la possibilité d'un monde dénucléarisé.

On s'est efforcé de la réduire à néant, tentative contre laquelle nous nous sommes élevés. Nous avons formulé des propositions complémentaires qui ont permis de faire passer sur le plan pratique la préparation de l'accord sur les missiles de portée intermédiaire et les missiles tactiques opérationnels.

Je viens de parler de notre nouvelle initiative, qui concerne directement la région de l'Asie et du Pacifique.

Voici quelques autres mesures possibles.

PREMIEREMENT. L'Union soviétique est prête à s'engager à ne pas accroître le nombre d'avions porteurs d'armes nucléaires dans la partie asiatique du pays si les Etats-Unis ne déploient pas dans cette région de nouveaux engins nucléaires capables d'atteindre le territoire de l'URSS.

DEUXIEMEMENT. Je rappelle que nous sommes prêts à accepter la réduction de l'activité des flottes de guerre de l'URSS et des Etats-Unis dans l'océan Pacifique. J'en ai parlé à Vladivostok, mais les Etats-Unis n'ont pas donné de réponse. En attendant, il est manifeste que la ligne d'affrontement passe à cet endroit du fait que les flottes sont en contact direct. Il en résulte un danger de conflit.

On pourrait s'entendre pour limiter les zones de patrouille des navires dotés d'armes nucléaires, de façon qu'ils ne puissent s'approcher suffisamment du littoral de l'autre partie pour que celle-ci se trouve à portée de leurs armes nucléaires.

On pourrait s'entendre pour limiter la rivalité anti-sous-marine, et pour interdire, dans certaines zones, toute action anti-sous-marine, notamment aérienne.

Le renforcement de la confiance permettrait de limiter l'étendue des exercices et manoeuvres de la marine de guerre dans l'océan Pacifique et l'océan Indien, ainsi que dans les mers adjacentes : limiter à un ou deux par an au maximum les grands exercices et manoeuvres de la marine de guerre (y compris les forces aéronavales), en envoyer notification préalable, renoncer mutuellement aux exercices et manoeuvres de la marine de guerre dans les détroits internationaux et les zones adjacentes, et renoncer mutuellement à l'emploi, au cours des exercices, d'armes de combat dans les zones de navigation traditionnelles.

On pourrait commencer par mettre ce "modèle" à l'essai dans la partie septentrionale de l'océan Pacifique, où les "protagonistes" sont peu nombreux. On pourrait ensuite étendre cette pratique au sud de l'équateur dans l'océan Pacifique et à d'autres pays de la région.

TROISIÈMEMENT. La Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix a été adoptée voici plus de 15 ans. Il y a déjà plusieurs années qu'on prépare la réunion, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale sur l'océan Indien. Cette conférence est maintenant prévue pour 1988 mais il n'est toujours pas certain qu'elle aura lieu. L'expérience montre en effet que dès que l'on constate un progrès, Washington interrompt les négociations.

Il est temps d'instaurer des garanties internationales pour la sécurité de la navigation dans l'océan Indien, ainsi que dans les mers, détroits et golfes qui en font partie. La question de la sécurité des communications aériennes se pose également. Cette question pourrait elle aussi être résolue moyennant la volonté politique nécessaire. Les mesures collectives à prendre contre le terrorisme pour protéger les communications maritimes et aériennes dans l'océan Indien sont une question essentielle.

Bref, on pourrait prendre bon nombre de mesures utiles pour renforcer la sécurité dans l'océan Indien.

QUATRIÈMEMENT. La question des essais nucléaires est une question à part. L'humanité n'a pas oublié que les premières expériences de l'arme atomique faites après la guerre par les Américains ont eu lieu dans l'océan Pacifique. De nombreux habitants de la région ont payé ces expériences de leur santé et même de leur vie. Nous comprenons pourquoi le refus des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France de cesser leurs essais nucléaires suscite un tel sentiment d'indignation.

Nous apprécions le soutien apporté par les pays d'Asie et du Pacifique au moratoire soviétique. Nous n'avons pas renoncé à lutter pour l'interdiction des expériences nucléaires et nous allons persévérer dans nos efforts pour qu'on parvienne à un accord universel.

Nous apprécions hautement de pouvoir collaborer avec les pays de la région de l'Asie et du Pacifique qui participent à la Conférence de Genève sur le désarmement. Dans le cadre de cette conférence, la question de l'interdiction et de l'élimination de l'arme chimique a atteint un stade décisif. Nous espérons que nos efforts conjugués nous permettront d'élaborer et d'adopter une convention

historique qui, j'en suis convaincu, nous encouragera tous à avancer sur la voie du désarmement nucléaire.

Evidemment, d'autres mesures sont également possibles pour réduire la tension militaire dans la région de l'Asie et du Pacifique, mesures proposées par les pays de la région eux-mêmes. Leur vision propre des choses et leur originalité culturelle et politique peuvent même inspirer des idées inédites sur cette question, susceptibles d'être comprises et acceptées par tous.

QUESTION : Dans votre discours de Vladivostok vous avez parlé de la convocation - dans un avenir assez lointain - d'une conférence du Pacifique, inspirée de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle participeraient tous les Etats gravitant vers cet océan. La réaction à cette suggestion en Asie et dans les pays de l'océan Pacifique n'a pas été uniforme. Quelles sont à présent vos intentions dans ce domaine?

REPONSE : A Vladivostok, j'ai évoqué cette question comme une sorte d'hypothèse de travail ou plus exactement comme une question qui mérite d'être examinée. Si je me suis référé spécifiquement à Helsinki, c'est parce que la communauté internationale ne dispose pas d'une autre expérience de ce genre. Cela ne signifie évidemment pas que l'expérience européenne puisse être automatiquement appliquée à la région de l'Asie et du Pacifique.

A notre époque, cependant, toute expérience internationale comporte des caractéristiques universelles, ce qui est naturel dans la mesure où nous vivons dans un monde interdépendant et pour l'essentiel intégré.

Prenons la Déclaration de principes de Delhi pour un monde non violent et exempt d'armes nucléaires : elle illustre une nouvelle manière politico-philosophique d'aborder un problème fondamental de la communauté internationale. Bien qu'il soit le fruit du développement des relations entre deux pays, ce document s'éloigne considérablement du cadre bilatéral ou régional en ce sens qu'il exprime les aspirations de l'ensemble de l'humanité.

Les relations entre l'Inde et l'URSS sont exemplaires à bien des égards - par la richesse et la diversité de leur contenu politique, économique, scientifique, technique et culturel, par le profond respect et la vive sympathie qui existent entre les peuples des deux pays ainsi que par la nature de ces relations qui exprime une confiance réciproque assortie d'un grand besoin mutuel d'amitié.

Comment se fait-il que des relations de cette nature aient pu s'instaurer entre l'Inde et l'Union soviétique, Etats dotés de systèmes sociaux et politiques différents? Si cela a pu se faire c'est parce que ces deux Etats basent leurs politiques - non en théorie mais dans la pratique - sur les principes de la souveraineté, de l'égalité des droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, de la coopération, et de la reconnaissance de la liberté qu'a chaque peuple de choisir librement son système politique et sa forme de développement social.

C'est justement pourquoi nous pouvons affirmer avec fierté que l'Union soviétique et l'Inde ont établi entre elles des relations internationales d'une telle qualité qu'elles peuvent inciter d'autres Etats à suivre cet exemple.

Le Festival de l'Inde qui se déroule actuellement en URSS, manifestation unique par son ampleur et pénétrée des idéaux de paix et d'amitié, de même que le Festival de l'URSS qui va bientôt avoir lieu en Inde, sont précisément l'illustration des relations qu'entretiennent et entretiendront nos Etats et nos peuples.

QUESTION : Il faudrait à présent aborder la question des conflits régionaux. Pourriez-vous nous en dire un mot?

REPONSE : C'est une question vaste et complexe. Chaque conflit régional a son origine, son "histoire pathologique" propre, pour ainsi dire, et ses remèdes spécifiques.

Je m'appuierai, pour le démontrer, sur l'exemple de l'Afghanistan. Dans ce pays, la politique de réconciliation nationale menée systématiquement par le Gouvernement afghan modifie progressivement la situation dans le pays. Des groupes entiers de rebelles cessent leurs activités militaires et les réfugiés retournent vers leurs foyers. Ils seraient beaucoup plus nombreux à rentrer chez eux si les autorités pakistanaises et iraniennes ne leur mettaient pas des bâtons dans les roues. On a proposé notamment de créer un gouvernement de coalition auquel participeraient toutes les forces qui appuient ou seraient prêtes à appuyer la paix intérieure et à mettre fin aux effusions de sang. On a adopté une loi autorisant les activités des partis politiques et un projet de nouvelle constitution nationale a été proposé à l'ensemble de la population.

Toutes ces mesures créent les conditions propres à l'instauration de la paix en Afghanistan. Se refuser à voir cette réalité, c'est ne pas désirer le règlement du problème afghan.

La réconciliation nationale en Afghanistan est bien entendu l'affaire exclusive des Afghans eux-mêmes, y compris de ceux qui se trouvent à l'étranger. Il faut donc que s'instaurent un dialogue, des pourparlers et une plus grande confiance entre les parties belligérantes.

Le principe du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan est déjà acquis. Nous voudrions que ce retrait s'effectue au plus tôt. Il faut cependant pour cela que cesse l'intervention étrangère en Afghanistan et qu'on ait l'assurance qu'elle ne reprendra pas.

En ce qui concerne la question du Kampuchea, il semble que s'ébauchent des signes encourageants d'une possibilité de règlement. On a enfin compris que cette question ne pouvait être résolue que par des moyens politiques. Un délai précis a été fixé pour le retrait des troupes vietnamiennes et nous sommes convaincus que ce délai sera respecté. Mais, ce qui est le plus important à nos yeux, c'est que l'idée d'une entente nationale fait lentement mais sûrement son chemin. Ici aussi, il faut que le dialogue l'emporte sur l'affrontement; ici aussi, l'union des forces nationales est chose possible.

Je considère à ce propos que les pays de l'ANASE peuvent apporter une contribution non négligeable au processus qui s'amorce. Nous avons connaissance par exemple des démarches de l'Indonésie et de quelques autres pays et nous les approuvons.

Nous sommes solidaires de la politique de la République populaire démocratique de Corée qui cherche à assurer l'unification pacifique du pays et à liquider les tensions militaires. Nous comprenons également le désir de la population de la Corée du Sud de se débarrasser des troupes et des bases militaires étrangères et, avec elles, des armes nucléaires.

Quant au conflit entre l'Iran et l'Iraq, il y a déjà longtemps qu'il n'est plus bilatéral. L'escalade de cet affrontement sanglant constitue un défi pour la communauté internationale et sa capacité de circonscrire des événements particulièrement dangereux pour l'ensemble du monde. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté une résolution exigeant que l'Iran et l'Iraq observent un cessez-le-feu, suspendent toutes actions militaires et retirent leurs forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues. Nous avons voté pour cette résolution.

Nous avons récemment évalué officiellement la situation dans le golfe Persique et les motifs de son aggravation. Je me bornerai à dire qu'on pourrait, si on le désirait, prendre là aussi des mesures pour réduire la tension. Ce désir, nous l'avons.

Tout en s'efforçant d'éteindre les incendies qui font rage, il faut empêcher que d'autres ne se déclarent ou ne s'étendent. Je pense à la recrudescence du problème ethnique à Sri Lanka. Il serait bon que les Etats intéressés fassent preuve de la modération nécessaire, modération dont manquent regrettablement certains qui mettent d'autant plus d'ardeur à attiser la flamme du conflit qu'ils sont éloignés de la région.

QUESTION : Personne n'ignore quelle importance revêtent les relations sino-soviétiques pour la paix et la sécurité internationales, en particulier en Asie. Comment ont-elles évolué ces derniers temps?

REPONSE : Ce qui désormais caractérise nos relations avec la République populaire de Chine, c'est l'élargissement progressif des contacts. On constate un progrès certain des relations économiques, commerciales, culturelles, scientifiques et techniques et, dans tous ces domaines, il est apparu que le potentiel était énorme. Le dialogue politique se poursuit aussi. Nous n'avons aucunement l'intention de le freiner. Des consultations sont en cours, et les négociations sur les problèmes frontaliers ont repris.

Les deux puissances nucléaires d'Asie, l'URSS et la République populaire de Chine, se sont engagées à ne jamais utiliser les premières l'arme nucléaire. Pour les pays de l'Asie et du Pacifique, il n'est pas sans importance de savoir si les autres puissances nucléaires se décideront enfin à prendre un engagement analogue.

QUESTION : Comment voyez-vous le développement des relations de l'Union soviétique avec le Japon?

REPONSE : Leur état n'est pas encore bien déterminé. On s'est efforcé ces dernières années de les relancer et d'instaurer un climat normal. Les deux parties ont de bonnes raisons de le faire, et pas seulement des raisons d'ordre économique. Entre l'Union soviétique et le Japon une collaboration sérieuse et

solide pourrait s'instaurer et, ce serait j'en suis convaincu, un facteur important de stabilité dans l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique.

Il n'y a pas si longtemps, une éclaircie avait semblé poindre et nous avons même commencé à envisager mon voyage au Japon. Je serais pour ma part prêt à visiter ce pays remarquable, qui joue un rôle capital dans l'économie mondiale et tient une place de plus en plus grande sur la scène politique mondiale. Toutefois, il s'est trouvé au Japon des forces qui sont parvenues à assombrir de nouveau l'horizon.

QUESTION : Comment voyez-vous le rôle de l'URSS dans le développement de la coopération économique régionale?

REPONSE : Il est nécessaire, et il est possible, d'établir des contacts économiques normaux sur la base de relations civilisées et saines de tous types, que ce soit sur le plan politique et diplomatique ou tout simplement sur le plan humain. Malheureusement, il n'est pas rare que nos efforts pour instaurer de bonnes relations - ou tout simplement des relations diplomatiques et commerciales avec tel ou tel pays de la région - soient d'emblée taxés de machinations politiques perfides. Pour intimider les gouvernements et l'opinion publique des petits Etats qui font encore leurs premiers pas, on a parfois recours à la grosse artillerie des pressions politiques.

Comme si l'Union soviétique allait se mettre à protester parce que les Etats-Unis ou l'Angleterre instaurent des relations normales avec des Etats insulaires du Pacifique ou avec d'autres Etats!

C'est absurde! C'est une chose que nous n'avons jamais faite et que nous ne ferons jamais. Nous ne bâtissons pas nos relations avec un Etat au détriment des intérêts d'autres Etats. La meilleure base des relations internationales, et la seule solide, c'est l'égalité, le respect réciproque, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'intérêt mutuel. Ce sont ces objectifs que poursuivra le Comité national soviétique pour la coopération économique dans l'Asie et le Pacifique que nous sommes actuellement en train de mettre sur pied.

Je veux aussi ajouter que, conformément à notre conception du développement socio-économique accéléré du pays, et en particulier après le plénum de juin du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, nous accordons toujours plus d'attention aux territoires situés au-delà de l'Oural, dont le potentiel économique dépasse plusieurs fois les ressources de la partie européenne de l'URSS.

Des sociétés et des entreprises en cogestion créées en coopération avec les milieux d'affaires des pays de la région de l'Asie et du Pacifique pourraient prendre part à l'exploitation des richesses de ces régions.

A nos yeux, l'idée de sécurité générale fait un tout organique avec celle de sécurité économique internationale. L'analyse des possibilités qui se présentent nous convainc que la meilleure façon de parvenir à cet objectif est d'appliquer le principe du "désarmement pour le développement".

En attendant, on pourrait mettre en train un programme d'actions immédiates en vue d'alléger le fardeau de la dette des pays en développement. Ce programme

consisterait notamment à faire en sorte que le flux net des ressources financières reparte en direction des pays en développement et qu'au niveau international l'octroi de crédits soit le plus possible soustrait aux abus des banques privées. Pour y parvenir, il faut, selon nous, accorder à ces pays une aide internationale accrue, et à des conditions avantageuses.

QUESTION : En conclusion, je voudrais savoir ce que vous pensez des relations soviéto-indonésiennes et du rôle que joue l'Indonésie sur la scène politique mondiale contemporaine.

REPONSE : Nos deux pays sont séparés par de grandes distances, mais les Soviétiques ont bonne mémoire et, pour l'Histoire, bonne vue. Nous nous souvenons des années de coopération soviéto-indonésiennes au début de votre histoire postcoloniale. Votre peuple, qui venait d'accéder à l'indépendance, s'est alors fait de nombreux amis dans le pays des Soviets. Le mot "Merdeka" ("Liberté"), qui a donné son titre à votre journal, nous le connaissons et le chérissons; c'est un terme qui nous est familier.

Les progrès qui se sont esquissés dans les relations entre nos deux pays, les contacts qui ont eu lieu au plus haut niveau, la visite attendue dans notre pays du Président de l'Indonésie, M. Suharto, nos prochaines rencontres avec M. Kusumaatmadja, Ministre des affaires étrangères, tout cela permet de penser que la coopération soviéto-indonésienne va passer à un niveau supérieur.

L'Indonésie, Etat en plein développement, membre du Mouvement des non-alignés et de l'ANASE, pays qui prend une part accrue au règlement de nombreux problèmes mondiaux et régionaux, aura, nous en sommes persuadés, un rôle grandissant à jouer. Nous estimons que l'Indonésie, qui est l'un des plus importants Etats du monde et, par sa population, la cinquième puissance actuelle, aura encore à maintes reprises son mot à dire sur la scène internationale.

Nous nous faisons la même idée, vous et nous, de la nécessité de mettre un terme à la course aux armements et de garantir la sécurité internationale, notamment dans la région de l'Asie et du Pacifique. Nous estimons, vous et nous, qu'on ne peut tolérer que la course aux armements s'étende à l'espace. Nous avons informé de façon exhaustive les dirigeants indonésiens des graves conséquences pour la paix qu'entraînerait la dénonciation du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

Nos positions coïncident avec celles de l'Indonésie dans la plupart des domaines essentiels. Il y a là une assise solide pour des contacts approfondis et mutuellement avantageux, tant sur une base bilatérale que dans le cadre de l'ANASE. De vastes possibilités s'offrent à nous. La perspective d'une coopération soviéto-indonésienne dans le domaine de la conquête pacifique de l'espace n'en est-elle pas la preuve?

Qu'il me soit permis à cette occasion, d'exprimer, au nom du Gouvernement et du peuple soviétiques, mon profond respect pour la République indonésienne et pour le peuple indonésien, et de leur transmettre mes salutations cordiales et mes meilleurs voeux.